



## Venezuela : La droite rompt le dialogue avec le gouvernement bolivarien

Par [Thierry Deronne](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 08 octobre 2017

[Venezuela Infos](#) 5 octobre 2017

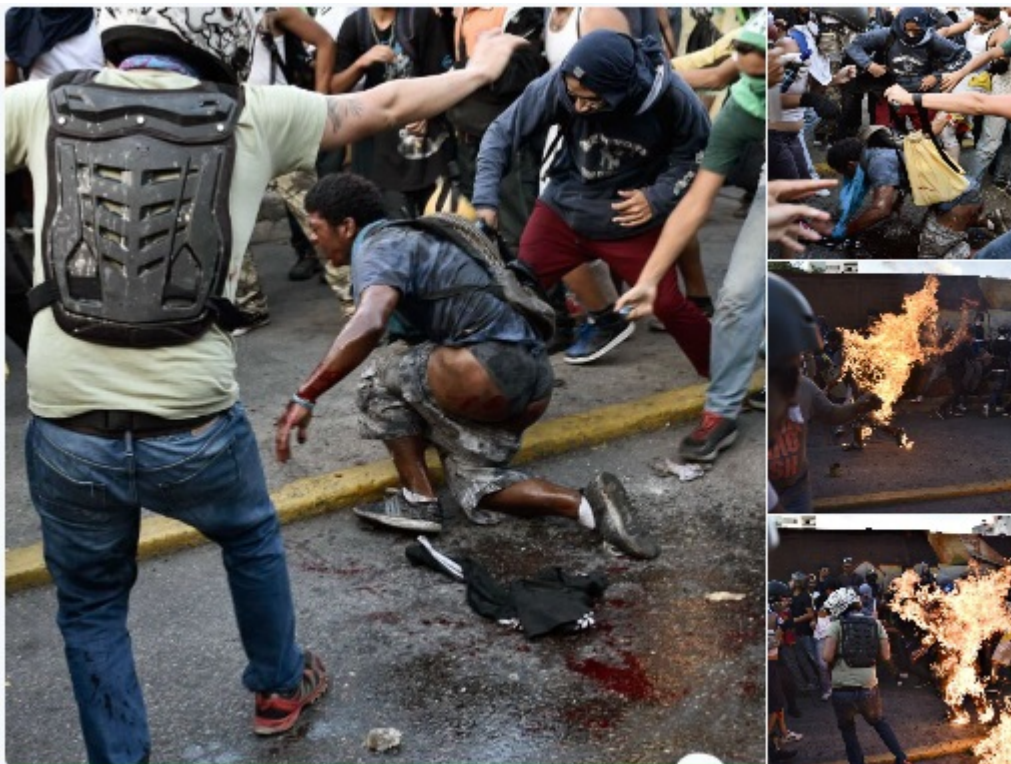
Imaginons la tête des « dircom » du président Macron si celui-ci leur proposait de se faire prendre en photo à l'Élysée avec une brochette de suprématistes blancs de Charlottesville. C'est pourtant ce qu'il a fait en adoubant les éléments les plus violents de l'extrême droite vénézuélienne, dont les troupes ont lynché des êtres humains au motif qu'ils étaient noirs, pauvres et chavistes. La photo de la réception du Ku Klux Klan tropical sous les ors élyséens aurait été impossible si les médias n'avaient préalablement bombardé l'opinion française pour la convaincre que la résistance du gouvernement vénézuélien à l'insurrection armée de la droite était la « répression d'un peuple luttant pour la démocratie » et que ces croisés du seizième siècle colonial étaient des « combattants de la liberté ». Cet évènement insolite a lieu en 2017. Il en dit long sur la relation des médias de France avec le monde extérieur et sur ce qu'est devenue la politique étrangère de ce pays.



Julio Borges (centre) avec Leopoldo Lopez et Henrique Capriles Radonsky lors du coup d'État sanglant d'avril 2002 organisé contre le Président Chavez par le MEDEF local, les télévisions privées et des militaires formés à la School of Americas.



Freddy Guevara (en bas à gauche) et ses croisés « pacifiques », lors de l'insurrection de 2017.



Le jeune Orlando Figuera, brûlé vif dans un quartier chic de Caracas par des extrémistes transformés par les médias internationaux en « combattants de la liberté ». Voir <http://wp.me/p2ahp2-2CO>

L'élection le 30 juillet dernier d'une Assemblée Constituante (qualifiée de dictature par Emmanuel Macron) fut la réponse donnée aux violences de l'extrême droite par une majorité pacifique, jusque-là occultée par les médias. Face au verdict des urnes, la droite a dû mettre un terme (pour un temps) à la déstabilisation et accepter de revenir à la table des négociations avec le gouvernement bolivarien. Tout cela sur fond de cotation du pétrole en yuan - ce qui permet en partie de s'affranchir de la dépendance au dollar et de la terrible

spéculation financière qui lui est associée –, de campagne électorale pour les prochaines élections des gouverneurs qui se tiendront le 15 octobre, et de rentrée scolaire.

Malgré les menaces de Trump, malgré des sanctions envers des fonctionnaires et des restrictions dans l'octroi de visas pour entrer aux Etats-Unis pour toute la population ; malgré le blocus financier, la guerre économique et ses effets en terme de souffrance pour toute la population vénézuélienne – spécialement, pour les secteurs les plus vulnérables –, tout le monde désirait que les différends au sein du pays se résolvent enfin, comme cela s'était fait tout au long de la révolution bolivarienne : en votant et dans le respect de la Constitution. *« Je crois au dialogue, je crois aux mots, aux accords conclus dans la dignité et la souveraineté, parce que je crois en la paix et j'aspire à ce que de la table de négociations installée sous la coordination des présidents Danilo Medina et Rodriguez Zapatero sorte un accord fiable et, ce qui est le plus important, qu'il en sorte un système permanent de dialogue »* a déclaré le président Nicolas Maduro le 17 septembre.

Néanmoins, petit à petit, sont apparus des signes de désintégration et de reconfiguration de la droite vénézuélienne jusqu'ici regroupée dans la Table de l'Unité Démocratique (MUD).

Le 16 septembre dernier, Maria Corina Machado, figure de l'oligarchie, dirigeante d'extrême droite et l'une des principales instigatrices des mobilisations violentes qui ont coûté la vie à près de 200 vénézuéliens en 2017, a confirmé son refus de participer aux prochaines élections des gouverneurs et rejeté toute possibilité de dialogue avec le gouvernement, annonçant la création d'une autre coalition d'opposition formée par son parti (*Vente Venezuela*), l'*Alianza Bravo Pueblo* (le groupe que dirige Antonio Ledezma) et qui compterait également sur la sympathie de *Voluntad Popular* ([le groupe extrémiste de droite de Leopoldo Lopez](#)).

*« Nous avons fait en sorte que le monde réagisse, qu'il laisse derrière lui l'indifférence et la rhétorique, et qu'il passe à l'action. Nous n'avons pas hésité, nous avons été en première ligne, nous avons appelé et participé à la rébellion populaire dans un seul but : la sortie de la dictature. C'est pourquoi notre conviction et notre total engagement se retrouvent aujourd'hui dans notre nouveau mouvement : « Soy Venezuela », a souligné Machado. « Le régime veut temporiser pour constituer, dans un an, un Etat Communal ; il veut que nous nous résignions, et cela commence par la reconnaissance de la Constituante, eh bien, nous ne le ferons pas ».*



Scène de la vie quotidienne sous la dictature bolivarienne : la dirigeante d'extrême droite Maria Corina Machado, impliquée dans plusieurs tentatives de coup d'État depuis 2002, explique aux médias « baillonnés » qu'il n'y a pas de liberté au Venezuela et que plutôt que d'attendre des élections, il faut relancer les confrontations « non-dialogantes » (sic) pour forcer le président élu à partir.





En résumé, devant l'avènement du dialogue qui cherche à pacifier le pays, le secteur radical de la droite - reconnu comme interlocuteur principal par Mariano Rajoy, Emmanuel Macron, Angela Merkel et Donald Trump -, a décidé de préparer le terrain d'un renforcement de l'affrontement qui donnerait ensuite une excuse à l'ingérence et l'intervention étrangère, comme elle a souvent tenté de le faire depuis son coup d'État en avril 2002. La MUD, au lieu de se défaire des secteurs les moins démocratiques et les plus violents (en cherchant peut-être à ne pas perdre leur appui pour les élections du 15 octobre) a déclaré qu'elle cessait d'assister aux réunions prévues en présence des principaux médiateurs internationaux pour le dialogue avec le Gouvernement National.

Bien que l'on ait déterminé les pays accompagnateurs du dialogue en suivant les propositions de la MUD (Mexique, Chili et Paraguay) en plus de la Bolivie et du Nicaragua désignés préalablement par le gouvernement et que la délégation chaviste (formée de Jorge Rodriguez, Delcy Rodriguez, Elias Jaua et Roy Chaderton, voir photo) se trouvait déjà en République Dominicaine, alors que l'ex-président du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero et le gouvernement dominicain (photo) avaient préparé la réunion, la MUD a annoncé qu'elle refusait de participer au dialogue.



La délégation bolivarienne aux négociations : de gauche à droite, Roy Chaderton, Delcy Rodriguez, Jorge Rodriguez et Elias Jaua



Garants et médiateurs du dialogue : le président dominicain Danilo Medina et l'ex-président espagnol Rodriguez Zapatero

Le député d'opposition Luis Florido, au nom de la MUD, a déclaré : « *Un processus d'exploration consiste à créer les conditions sérieuses d'une négociation. Nous avons essayé de construire ces conditions jusqu'à ce jour. Mais, les conditions pour débiter un processus en République Dominicaine ne sont pas encore réunies et c'est pour cette raison que nous n'y serons pas présents. Nous devons comprendre que cela est sérieux, mais nous voulons le faire bien et nous ne sommes pas pressés.* » a souligné Florido. « *La priorité, c'est de gagner les élections de gouverneurs car ce serait un coup dur pour le gouvernement. Nous ne voulons pas faire les choses en ayant un doute, mais il faut qu'il y ait des signes de la volonté d'avancer de la part du gouvernement de Nicolas Maduro. Le Venezuela peut commencer ce processus de changement si nous gagnons les gouvernorats. Ils représentent un élément pour les négociations. La seule arme que nous avons, tous les vénézuéliens,*

*c'est le vote, avec les mouvements dans la rue et l'appui de la communauté internationale ».*



Julio Borges et d'autres dirigeants de la droite annoncent leur refus de participer au dialogue.

Une attitude qui amène plusieurs lectures : la MUD et en particulier Acción Democrática, parti de droite autoproclamé « social-démocrate », ne veut pas perdre les votes de l'extrême droite dans les élections régionales, et sauver les gouvernorats qu'elle avait conquis lors des dernières élections régionales de décembre 2012 (Miranda, Lara et Amazonas).

Ce n'est pas chose facile pour la MUD elle-même qui durant des mois (en réalité, des années) a promis à sa base la « sortie » de Maduro par la violence, déclarant *urbi et orbi*, que le gouvernement était en perdition et que le chavisme était vaincu, hypothèse qui a été démentie lorsque plus de huit millions de vénézuéliens se sont déplacés contre vents et marées pour élire les membres de la Constituante le 30 juillet dernier.

Le maire de Caracas Jorge Rodriguez, qui se trouve à la tête de la délégation bolivarienne, a signalé au sujet de ce renoncement *in extremis* de l'opposition à participer aux dialogues de Saint-Domingue : « *Il est dû aux dissensions internes, nous parlons de 17 partis, qui font la vie de l'opposition vénézuélienne, ceci occasionne certaines difficultés pour le déroulement du dialogue* ». Rodriguez a demandé à l'opposition de ne pas permettre que les problèmes internes à la coalition des partis de la Mesa de Unidad Democrática (MUD) fassent obstacle au nécessaire dialogue qui garantira la paix au Venezuela : « *Nous autres, eu égard à ce qui doit être la position de ceux qui sont responsables, nous sommes ici, nous avons dit que l'on nous verrait le 27 septembre en République Dominicaine et nous y sommes, nous tenons notre promesse de façon responsable* ». Le maire chaviste a rappelé que depuis le 12 septembre, ils ont tenu de multiples réunions avec l'opposition vénézuélienne et a révélé certains des points de l'agenda sur lesquels ils se sont mis d'accord. « *S'il est bien vrai que nous nous sommes mis d'accord dans la plus grande discrétion, il est nécessaire d'éclairer le peuple, surtout le peuple d'opposition que l'on est en train de le tromper, sur l'agenda sur lequel nous nous sommes mis d'accord (...) Cet agenda incluait la discussion du chronogramme électoral du Venezuela pour les prochains mois et pour l'année 2018. Nous avons également fixé les probables dates des élections des maires pour la prochaine année 2018 ; quant à l'élection du président, n'en n'ayez pas le moindre doute, elle se tiendra comme prévu en 2018* ».

Rodriguez a signalé que parmi les autres points en négociation se trouve la défense de la souveraineté du Venezuela et le rejet de toute type d'agression, l'incorporation de l'opposition à la *Commission de la Vérité, la Justice, la Paix publique* créée par l'Assemblée Nationale Constituante (ANC), le respect par l'Assemblée Nationale de la décision du Tribunal Suprême de Justice pour, de cette manière, récupérer l'équilibre des pouvoirs. Enfin, l'agenda prévoit la lutte contre « *la guerre économique et le blocus financier, et la reconnaissance nationale et internationale de la plénipotentiaire ANC* ».

En parallèle avec la radicalisation d'une partie de la droite, le ministre de l'Energie Electrique Luis Motta Domínguez a dénoncé un plan de sabotage électrique dans l'un des états stratégiques du Venezuela en matière économique. Au moins 50 personnes ont été arrêtées pendant ces 2 dernières semaines pour avoir participé à un plan de destruction de noeuds vitaux de l'infrastructure électrique du pays, dans l'état de Falcón, au centre ouest du pays, et qui a déjà causé des dégâts au service sur la péninsule de Paraguaná, capitale de l'état.

Pour Motta Dominguez, le plan de sabotage a été mis en marche en tenant compte de la proximité des élections régionales du 15 octobre et après l'annonce du vice-président exécutif Tareck El Aisami de la remise en marche de la Zone Économique Spéciale de Paraguaná. Suite aux attaques contre le service, 38 personnes qui essayaient de voler des câbles à haute tension sont mortes et 19 000 mètres de ces câbles ont été perdus, a indiqué Motta.

« Même un aveugle verrait qu'il y a un sabotage pour chercher un vote sanction » a-t-il dénoncé. Le ministre vénézuélien a déclaré qu'un plan de sécurité sera mis en place avec le soutien des Forces Armées Nationales Bolivariennes pour freiner toute tentative de sabotage de ce service du peuple.





**Luis Almagro**  
@Almagro\_OEA2015



Today at #LatinAmericanSummit I had an opportunity to talk to @ADMKurtWTidd about regional issues, especially the situation in Venezuela

Traducir del inglés



L'uruguayen Luis Almagro, Secrétaire Général de l'OEA, organisme historiquement inféodé à Washington et actuel fer de lance de l'intervention contre la « dictature vénézuélienne », réuni il y a quelques jours avec l'amiral Kurt w. Tidd, chef du [Southern Command](#)



*Luis Almagro coiffant une casquette vénézuélienne, en compagnie de J.J. Rendon, spécialiste en guerre psychologique et conseiller en communication de l'ex-président colombien Alvaro Uribe, lors d'un séminaire sur « marketing et gouvernance politiques en Amérique Latine » organisé à Miami. L'ex-président uruguayen José Mujica a dénoncé son ex-chancelier Almagro : « ce qu'il fait est dangereux non seulement pour le Venezuela mais pour tout le continent ». (1) Pour sa part le président bolivien Evo Morales a déclaré « Almagro doit respecter les principes de l'OEA. On ne comprend pas ce que fait l'OEA contre le Venezuela » (2)*

Pendant ce temps, l'establishment politique états-unien planifie le budget de l'Etat pour 2018. Celui-ci comprend une partie intitulée « Situation du Venezuela » du point de vue militaire. Sur le site du Congrès des Etats-Unis, on trouve le projet de loi de Défense pour l'année fiscale 2018 ([National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2018](#)). Ce projet de loi a été [introduit à la chambre basse du Congrès](#), la Chambre des Représentants (House of Representatives), le 7 juin dernier et approuvé le 14 juillet à une large majorité. Le 18 septembre, il a été voté par le Sénat. Il ne manque plus que le passage du projet à la Maison Blanche pour qu'il soit autorisé et puisse devenir une loi.

Ceux qui ont présenté ce projet sont le républicain Mac Thornberry, patronné par BAE Systems, Northrop Grumman Corporation et Lockheed Martin, classés [par Open Secrets](#) parmi les plus importants entrepreneurs du monde et pionniers du montage du complexe industriel et militaire états-unien. Pour la discussion de ce projet de loi budgétaire, 2 rapports ont été présentés qui justifieraient l'approbation de ce texte. Le premier, qui est passé par la Chambre des Représentants le 6 juillet, contient un paragraphe particulier intitulé « Sécurité et stabilité du Venezuela. »

Ce rapport a été présenté par le Comité des Services Armés et à propos du Venezuela, il déclare ce qui suit : « Le comité est préoccupé par le mal-être économique et politique croissant qui existe en République Bolivarienne du Venezuela sous le Gouvernement du président Nicolás Maduro. Face aux rapports sur la famine, l'incertitude politique et la corruption, une économie en désintégration et une action indubitablement violente du Gouvernement contre les citoyens, le comité est préoccupé parce que l'instabilité au Venezuela pourrait amener à un effondrement de la gouvernabilité et à un Etat en situation d'échec. De plus, cette instabilité pourrait faire émigrer une partie de la population dans les pays voisins, y compris en République de Colombie, en République Coopérative du Guyana, dans la République du Pérou et dans la République Fédérative du Brésil pour chercher une aide humanitaire. Les effets d'une crise humanitaire à grande échelle dans la région pourraient être catastrophiques. Le comité est préoccupé par les plans d'urgence du Gouvernement des Etats-Unis en cas d'effondrement du Gouvernement et de l'économie vénézuéliens. Par conséquent, le comité désigne le Secrétaire à la Défense en coordination avec les autres agences et départements du gouvernement Fédéral que le Secrétaire considère comme appropriés pour fournir des informations, qui peuvent être classées

secret-défense, au Comité des Services Armés de la Chambre au plus tard le 30 septembre 2017 sur les plans d'urgence du Gouvernement des Etats-Unis pour une éventuelle crise humanitaire et migratoire au Venezuela en cas d'effondrement du Gouvernement et de l'économie vénézuéliens pour y inclure le rôle et les responsabilités du Département de la Défense et les actifs qui pourraient contribuer à ces plans. »

L'association du Venezuela à des termes que les médias privés majoritaires au-dedans comme au-dehors du Venezuela, ainsi que le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro utilisent habituellement (« effondrement du Gouvernement », « Etat en situation d'échec », « aide humanitaire ») est un discours permanent dans l'establishment politique intérieur et qui, par conséquent, continuera à être la sémantique de base des Etats-Unis pour parler d'intervention.

Le fait qu'on considère une éventuelle crise migratoire qui provoquerait une « catastrophe » pour la région est en accord avec ce que dit Luis Almagro dans son dernier rapport et avec ce qui a été déclaré par l'amiral Kurt Tidd, chef du Commandement Sud, dans son rapport devant le Sénat états-unien cette année. Cette hypothèse a des relents de « faux positifs » faits pour gonfler le dossier contre le Venezuela dans la mesure où les pays limitrophes nommés et aussi le Pérou ont été des hauts-parleurs contre le Gouvernement Bolivarien et sont soumis à la politique étrangère des Etats-Unis.

Que le rôle du Pentagone soit considéré comme central concernant la « catastrophe » régionale provoquée par la « situation vénézuélienne » attire l'attention, surtout en ce qui concerne les précédents qui ont impliqué l'armée des Etats-Unis et de l'OTAN dans les tristement célèbres « interventions humanitaires » au Moyen Orient, en Afrique et en ex-Yougoslavie pendant ces dernières décennies.

Dans le « sous-titre C. Questions concernant la Syrie, l'Irak et l'Iran, » (Subtitle C—Matters Relating To Syria, Iraq, And Iran) du « titre XII Questions concernant les pays étrangers » (Title XII—Matters Relating To Foreign Nations), le [texte du projet de loi budgétaire](#) cite le Venezuela comme un pays qui coopère avec l'Iran dans le domaine militaire. Pour cela, il demande que le Venezuela soit évalué en termes militaires par le Secrétaire à la Défense, James Mattis et qu'il prenne en compte que l'Iran, avec la Russie, la Chine et le Venezuela, font partie du bloc de pays émergents qui remettent en question l'hégémonie états-unienne sur le monde.

*“(7) An assessment of military-to-military cooperation between Iran and foreign countries, including Cuba, North Korea, Pakistan, Sudan, Syria, Venezuela, and any other country designated by the Secretary of Defense with additional reference to cooperation and collaboration on the development of nuclear, biological, chemical, and advanced conventional weapons, weapon systems, and delivery vehicles.”.*

L'étude du Venezuela du point de vue militaire et l'évaluation d'un éventuel envoi « d'aide humanitaire » de l'armée états-unienne prendraient en compte l'inefficacité des opérateurs locaux dans la mission d'imposer une situation de violence armée qu'on a essayé de mettre en place pendant les 120 jours de manifestations organisées par l'anti-chavisme dans diverses zones du territoire vénézuélien.

Faute des ressources nécessaires pour imposer ce scénario et malgré tout le soutien que l'opposition a obtenu de la part des Etats-Unis, des médias et d'autres acteurs de la région, le Congrès des Etats-Unis et la direction militaire qui gouverne aujourd'hui le pays depuis la Maison Blanche envisagent expressément une intervention au Venezuela, au moins du point de vue du budget et en termes d'opérations. Les sanctions et le blocus financier contre le

Venezuela, justement, cherchent à fabriquer cette situation « d'effondrement économique, » de paralysie du système de paiement et de limitation des importations pour justifier « l'urgence » de l'intervention.

Le profil de ce rapport correspond aux actions qui ont contribué aux interventions en Libye et en Irak, toutes 2 précédées par des actions de blocus financier et des sanctions envers la direction nationale comme prétexte pour, à force de bombardements, « protéger » les populations assiégées. « L'option militaire » envisagée par Trump n'est donc pas une folie ou une absurdité du discours mais un plan politique qui continue à être tissé, à prendre forme et à franchir les étapes.

Thierry Deronne

Sources :  
<http://cajaderespuestas.blogspot.com/2017/09/venezuela-el-anhelado-dialogo-se-queda.htm>  
L et  
<http://misionverdad.com/LA-GUERRA-EN-VENEZUELA/congreso-y-pentagono-de-eeuu-enfila-sus-baterias-contra-venezuela>

Traduction : Sylvie Carrasco pour [Venezuelainfos](#) et Françoise Lopez pour [Bolivar Infos](#)

Photo : Autour du président français Emmanuel Macron, les leaders de l'extrême droite vénézuélienne Julio Borges (gauche) et Freddy Guevara (droite), reçus à l'Élysée le 4 septembre 2017.

La source originale de cet article est [Venezuela Infos](#)  
Copyright © [Thierry Deronne](#), [Venezuela Infos](#), 2017

Articles Par : [Thierry Deronne](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)